numéro 11 - automne 2006

Cause Commune

Journal anarchiste - www.nefac.net



Encore un attentat suicide, encore des soldatEs canadienNEs mortEs. Combien chez le peuple afghan? Nous ne le saurons pas. Évidemment l'envoi de troupes en Afghanistan emmène son lot de tristesse, de larmes et de sang.

Depuis la prise en charge de la mission de l'OTAN à Kandahar par les Forces armées canadiennes, on aura vu l'immense majorité des politicienNEs se mettre d'accord sur la nécessité d'envoyer les soldatEs répandre la mort et récolter celle-ci en échange. Tout cela en notre nom, sans même nous demander notre avis! En plus, ils et elles ont le culot de nous faire croire qu'on est surtout là pour l'effort de reconstruction et pour des desseins humanitaires… Depuis quand la guerre est-elle devenue une affaire humanitaire? Allez le demander aux populations qui subissent l'occupation ou aux soldatEs qui reviennent avec un syndrome post-traumatique. La reconstruction de quoi au juste? D'un État, tout ce qu'il y a de plus conventionnel : une police composée de bandits, des juges vendus, des militaires assassins et des politiciens corrompus… pas étonnant que les Talibans reprennent du poil de la bête. Et la solution? Envoyer plus de soldatEs avec plus de matériel…

« Engagez-vous » qu'ils disaient dans un passé assez récent. Pas de relâche pour le personnel affecté au recrutement ces temps-ci. Même les écoles secondaires sont visées par le recrutement. Donner des objectifs, un mode de vie, enfin, une raison de vivre (ou de mourir!) aux jeunes en manque de divertissement. Quel beau métier que celui de militaire! Demandez à celui ou celle qui revient blessé de l'étranger : en chaise roulante pour le restant de sa vie, amputé d'un bras, incapable de gagner sa croute, etc. Dire que plus longtemps on restera en Afghanistan, plus leur nombre augmentera. Abaisser les qualifications pour entrer dans l'armée afin d'atteindre les niveaux de recrutement requis; les désaxés de toutes sortes pourront enfin aller descendre des « criss d'arabes sales ». Tout ça au nom de la guerre à la terreur, un concept complètement faux, inventé de toute pièce par des producteurs d'Hollywood et des tarés qui sont allés trop longtemps à l'école, un concept fait pour cacher toutes les atrocités commises par la politique étrangère américaine des dernières décennies.

Des milliards de dollars « investis » par « notre » gouvernement dans les dépenses militaires afin de soutenir nos troupes. Des milliards de dollars QU'ON NOUS A VOLÉS! Les compagnies d'armement et vendeurs de canons de tout acabits doivent déjà sabrer le champagne; celui que les travailleurs et les travailleuses n'arrivent pas à se payer. *Booster* l'économie manufacturière pour cacher la situation lamentable dans laquelle on nous maintient : ha! le chômage a encore baissé! Si nous voulons réellement soutenir nos troupes, ramenons-les!

Y'a plus de doute, c'est aujourd'hui que l'armée canadienne doit sortir d'Afghanistan. Le temps des manifestations pour faire connaître notre désaccord est terminé. Il ne suffit plus de marcher pour avoir la conscience tranquille, visiblement ils et elles ne nous écoutent pas (faut-il s'en surprendre?). Maintenant, agissons : confrontons les soldatEs dans les lieux publics ainsi que les politicienNEs qui mènent cette guerre en notre nom. Passons à l'action directe !

Pour les femmes afghanes : rien n'a encore changé

Forcé de justifier l'intervention militaire canadienne en Afghanistan auprès de la population, le gouvernement Harper a envoyé au front la ministre de la coopération internationale, Josée Verner. Comme ses collègues avant elle, la députée conservatrice de Louis-Saint-Laurent a tenté de nous faire croire que c'est pour venir en aide aux femmes afghanes et lutter contre le fondamentalisme religieux que le Canada déploie ses troupes dans la région de Kandahar.

Le dégoût qu'inspirent les Talibans est la dernière carte du gouvernement canadien. Qui, après tout, peut soutenir le retour au pouvoir de ces intégristes? On passe ainsi sous silence les nombreuses critiques formulées par les femmes afghanes à l'endroit du régime du président Karzai. Ce dernier s'est entouré des principaux responsables de l'Alliance du Nord, une vaste coalition de seigneurs de la guerre, lesquels sont devenus députés, ministres et généraux du nouveau gouvernement « démocratique » soutenu par le Canada et les États-Unis. L'Association révolutionnaire des femmes afghanes (RAWA) a dénoncé avec force leur présence au pouvoir (source: www.rawa.org). Depuis des années, les nouveaux alliés de l'Occident n'ont jamais cessé de piller, violer et tuer pour asseoir leur domination sur la population civile. Ces criminels de guerre affichent les mêmes convictions misogynes et fondamentalistes que les Talibans. Pas étonnant que la population afghane, et les femmes en particulier, ne voit pas les soldatEs de l'OTAN comme des libérateurs. En définitive, les militaires occidentaux n'ont fait que changer le visage de la tyrannie.

Perspectives libertaires

Du pain et des jeux

« On nous traite comme un bled perdu. » Tel fut le cri du cœur d'Andrée Boucher, la mairesse de Québec, face aux tergiversations des mandarins fédéraux concernant la contribution d'Ottawa pour les fêtes du 400e anniversaire de Québec en 2008.

« Peut-être est-ce parce que nous sommes un bled perdu? » lui répond son vieil ennemi André Arthur, le député « indépendant » de Portneuf. Preuve de la déliquescence d'une certaine gauche locale, le premier à crier « le roi est nu » à propos des fêtes du 400e est un populiste de droite. André Arthur dénonce le fait que le 400e n'est qu'un autre des prétextes de la « haute-ville », qui cherche « toujours » à se payer des « partys » aux dépens de la « basse-ville ». Au fond, les gens qui gèrent le 400e veulent aider le tourisme. Mais, aux dires du député, cette activité économique, « c'est des emplois précaires, c'est le salaire minimum, c'est le côté tiers-monde de la ville ». Évidemment, l'ex-Roi des ondes se garde bien de rappeler qu'il est depuis toujours l'un des plus féroces opposant au syndicalisme, y compris dans l'hôtellerie où se menait encore récemment des luttes importantes...



Le plus enrageant, ce n'est pas tant que ce salaud ait raison mais que personne à gauche, à part nos camarades des journaux communautaires *Droit de parole* et *l'Infobourg*, n'ait rien à dire sur le sujet. Les différents paliers de gouvernement s'apprêtent pourtant à claquer plus de 230 millions d'argent public dans cette aventure, dont 90 millions pour un gigantesque party poche (incluant une messe du pape sur les plaines d'Abraham!). Heureusement qu'il restera des miettes pour une poignée de projets intéressants soumis par des gens du cru. Ce sera aussi l'occasion pour l'élite d'imposer des projets structurants sans aucune consultation et sans référer à un quelconque plan d'urbanisme. Bref on va refaire la ville pour épater la galerie sans se soucier de ce que la population locale veut. On parle de cette folie dans toutes les chaumières, la gauche n'a rien à dire, et après on se surprend que la région vive une désespérante histoire d'amour avec les conservateurs et les adéquistes...

Québec a de plus en plus les allures d'un village où la consanguinité fait des ravages. D'un côté on a droit à une méchante gang de tarés qui se promènent avec des bumpers hurlant « libaaarté » et de l'autre on a une gauche caviar où tout le monde couche avec tout le monde, composée majoritairement d'amis du parti qui s'échangent des services et s'invitent mutuellement dans leurs cocktails bénéfices d'où ils regardent le peuple de haut. C'est à se demander ce qui est le plus dégoûtant.



comme Kronstadt (ou la faillite du léninisme)

En mars 1921, les marins de Kronstadt, qui avaient été à l'avant-garde des révolutions russes de 1905 et 1917, se soulèvent contre la dictature du Parti communiste aux cris de « tout le pouvoir aux soviets et non aux partis ». Les insurgéEs exigent la fin des privilèges (salaire égal pour touTEs), la restauration de la démocratie socialiste (élections libres dans les soviets) et le retour du pluralisme révolutionnaire (libération de touTEs les militantEs socialistes-révolutionnaires et anarchistes). La révolte de Kronstadt sera réprimée dans le sang par le pouvoir léniniste. Il s'agit pour les anarchistes de la confirmation brutale du caractère fondamentalement autoritaire et néfaste de l'idéologie marxiste-léniniste.



Des soviets à la dictature

La révolution russe d'octobre 1917 balaie la bourgeoisie et le parlementarisme et proclame « tout le pouvoir aux soviets ». En russe, « soviet » signifie tout simplement « comité ». Les soviets de 1917 sont des comités de soldats et d'ouvrierEs, composés de déléguéEs éluEs lors d'assemblées démocratiques dans les usines et les casernes où les masses élaborent des résolutions et discutent de politique. À l'origine, la révolution russe promettait un socialisme démocratique que ne reniaient pas plusieurs libertaires.

Le pays est rapidement plongé dans une guerre civile tandis que les anciennes classes dirigeantes tentent de reconquérir militairement le pouvoir. C'est dans ce contexte de guerre que le Parti bolchevique, majoritaire, impose sa dictature et réprime les autres courants révolutionnaires. C'est le début du régime de parti unique et les soviets, dans ce contexte totalitaire, sont vidés de leur substance. Quand les masses s'insurgent en 1921 –grèves insurrectionnelles à Petrograd, révoltes dans les campagnes, insurrection à Kronstadt—le pouvoir léniniste répond par encore plus de répression, allant jusqu'à interdire les tendances à l'intérieur même du Parti bolchevique.

La faillite du léninisme

La faillite du léninisme était pourtant prévisible étant donné sa philosophie autoritaire, son programme dictatorial et sa forme d'organisation centralisée. À la base du léninisme, on retrouve l'idée que la classe ouvrière ne peut pas, par elle-même, développer une conscience révolutionnaire. Au mieux, les ouvrierEs peuvent s'organiser en syndicats et lutter pour de meilleurs salaires mais jamais ils et elles ne deviendront révolutionnaires « naturellement ». Pour Lénine et la plupart des marxistes de son époque, ce sont des intellectuelLEs bourgeoisES qui ont inventé le socialisme et l'ont amené aux ouvrierEs. Sans nier que les intellectuelLEs ont eu un rôle à jouer, les anarchistes ont une vision différente. Pour nous, le socialisme émerge directement des pratiques développées durant les luttes ouvrières. Des intellectuelLEs, dont un grand nombre d'ouvrierEs autodidactes, l'ont sans doute synthétisé, mais ils et elles l'ont fait à partir de leurs observations des luttes (c'est en tout cas ce que reconnaissent la plupart des intellectuelLEs à l'origine de l'anarchisme).

Pour les léninistes, l'organisation des révolutionnaires (un parti dans leur cas) est composée d'intellectuelLEs dont le rôle est de rassembler les ouvrierEs les plus conscientEs, de leur apprendre le socialisme afin de constituer une « avant-garde » capable de diriger la classe ouvrière et de la mener au combat révolutionnaire. Il ne peut y avoir qu'une seule « avant-garde » de la classe ouvrière et un seul parti « d'avant-garde ».

Ce différent sur l'origine du socialisme et le rôle de l'organisation des révolutionnaires, qui peut ressembler à un débat sur le sexe des anges pour les non-initiéEs, est loin d'être innocent. En effet, si le socialisme émane des travaux des intellectuelLEs et non des luttes des ouvrierEs et si le parti regroupe « l'avant-garde », alors en cas de conflit entre la classe ouvrière et le parti, le parti est justifié d'aller à l'encontre de ce que veut la classe ouvrière réelle au nom du « socialisme » et des « intérêts supérieurs » d'une classe ouvrière mythique.

L'alternative libertaire

Les anarchistes savent bien que la combativité et la conscience révolutionnaire ne sont pas distribuées également dans la population. Seule une minorité est combative et révolutionnaire aujourd'hui. On pourrait à la limite parler « d'avant-garde » mais le concept est trop flou et implique pour le commun des mortelLEs une certaine supériorité et la volonté de diriger. Quant à nous, nous ne sommes pas *en avant* ou *en dehors* des masses, nous sommes *dans* les masses, nous en faisons *partie*. Nous préférons donc parler de « minorité agissante ».

Selon nous, la « minorité agissante » doit être organisée pour être pleinement efficace. La « minorité agissante » est surtout une force de proposition et d'éducation. Cela peut se faire bien sûr par la propagande et par l'intervention des militantEs dans les luttes mais aussi en donnant l'exemple par une action collective, résolue et décidée. Nous vivons l'organisation révolutionnaire comme l'un des moments des luttes sociales, une assemblée de militantEs politiquement sur la même longueur d'onde qui coordonnent leurs actions. L'organisation anarchiste n'aspire pas à diriger les luttes, elle veut simplement les radicaliser. Quand des militantEs libertaires se retrouvent en position de leadership, ils et elles poussent au maximum l'autogestion et l'autonomie des forces populaires. Nous prenons très au sérieux la devise de la Première Internationale : « L'émancipation des travailleurs et des travailleuses sera l'œuvre des travailleurs et des travailleuses eux et elles-même ». Qu'on se le tienne pour dit !

Longue vie à l'AgitéE !



Québec - C'est fait ! Les camarades ont ouvert le café-bar l'AgitéE dans les locaux de l'ancienne Taverne Dorchester, à Québec, le 14 septembre dernier. L'AgitéE est une coopérative de solidarité qui se définit à la fois comme un espace social et culturel. Leur site web (www.agitee.org) décrit l'AgitéE comme «un lieu pour créer l'événement, diffuser des spectacles, permettre des projections, encourager les arts de la scène (l'impro, le théâtre et la poésie, etc.) ainsi que des expositions en tout genre. Un endroit éclectique ouvert à (presque) tous vos projets» et comme «un endroit prônant des valeurs de solidarité et de démocratie. Le lieu pour organiser conférences, réunions, débats, spectacles bénéfices et autres initiatives engagées et constructives». Nous on trouve surtout que c'est un endroit animé par des gens crissement cool. Allez voir par vous-même au 251 rue Dorchester, dans Saint-Roch. Longue vie à l'AgitéE !



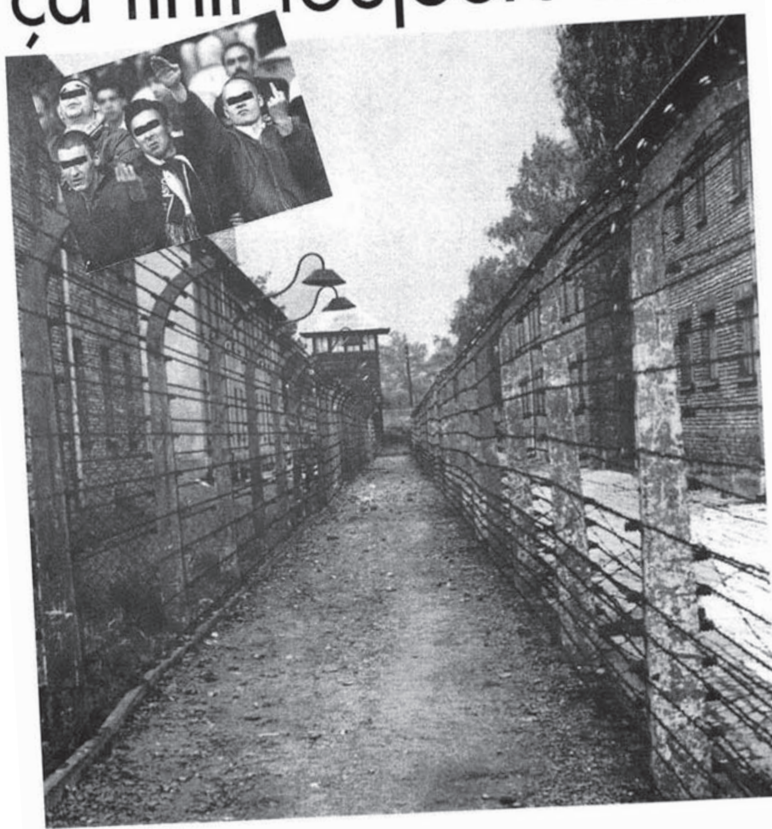
Cause commune est le journal de la Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC). Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de la NEFAC le plus près de vous.

Contacts :
Montréal : mtl@nefac.net
Québec : nefacquebec@yahoo.ca
Sherbrooke : sherbrooke@nefac.net
Saguenay/Lac St-Jean: lenoiretlerouge@hotmail.com

Pour vous tenir au courant de nos activités, vous pouvez vous abonner à notre liste de diffusion «info@nefac.net». Écrivez simplement à info@nefac.net en mentionnant «abonnement à la liste» dans le champ «sujet».

Abonnement de soutien au journal (20$ / un an)
Chèque à l'ordre de «Groupe Émile-Henry»
Collectif anarchiste La Nuit a/s E.H, C.P. 55051, 138 St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0

Halte à la violence raciste!



Au cours des derniers mois, de nombreuses attaques racistes ont semé l'émoi dans les différents centres urbains du Québec.

À Trois-Rivières, une mosquée a été vandalisée avec des affiches tirées d'un site web xénophobe (« Québec Radical »). À Montréal, des écoles juives ont été la cible de graffitis haineux et d'attaques au cocktail molotov. À Québec, deux agressions racistes menées par un groupe de boneheads (1) ont eu lieu à quelques semaines d'intervalle, la première contre des étudiants lors de la Saint-Jean-Baptiste et la deuxième lorsque le rapper Eddie Racine s'est fait tabasser à deux pas de chez lui aux cris de « White Power ». À Sherbrooke, un homme et une femme de couleur se sont fait attaquéEs par des racistes alors qu'ils se promenaient dans un parc. Loins d'être isolés, ces événements démontrent que la bête immonde releve actuellement la tête au Québec.

Face à cette vague de violence, plusieurs seront tenté-e-s de faire confiance aux « forces de l'ordre ». Après tout, les policiers et les policières sont senséEs protéger le public contre de tels actes haineux. On passe alors sous silence que les racistes portent aussi le badge et l'uniforme. À l'occasion, les victimes de l'intimidation policière brisent le silence et dénoncent publiquement leurs agresseurs. Plusieurs policiers de la Sûreté municipale de Québec ont récemment été reconnus coupables de profilage racial à l'endroit de personnes de couleur. Mais il arrive parfois qu'il soit trop tard pour prévenir l'irréparable. À Sept-Îles comme à Montréal, des flics n'hésitent pas à appuyer sur la gachette lorsque le « suspect » est d'abord et avant tout coupable d'être noir ou autochtone. Dans tous les cas, les policiers s'en « tirent » avec de simples suspensions, grâce à la complicité de leurs supérieurs. Comment leur faire confiance, alors qu'ils ne sont même pas en mesure de faire cesser le problème dans leurs propres rangs?

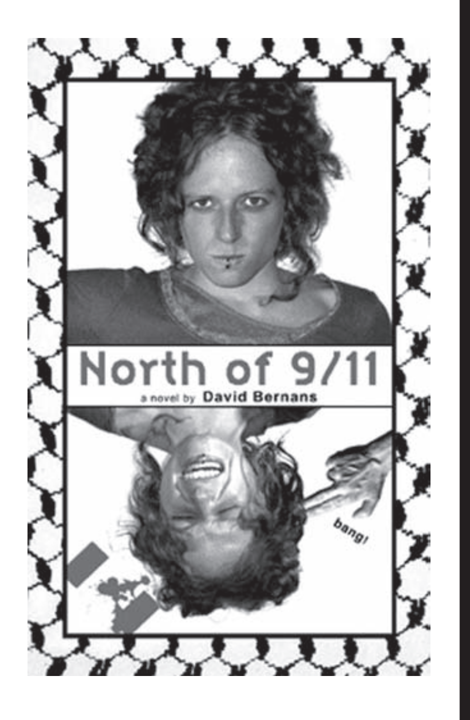
Que faire alors pour combattre le poison du racisme dans nos communautés? Tout d'abord, on doit refuser de tolérer l'intolérable. Les racistes gagnent du terrain quand leurs opinions, puis les gestes qu'ils posent, ne trouvent aucune opposition. Si chacun-e peut faire sa part pour confronter une personne raciste dans son milieu de travail, à l'école ou dans son quartier, il faut s'organiser lorsque le problème prend de l'ampleur. On a tendance à oublier que des groupes ouvertement racistes et fascistes ont amorcé un travail de recrutement et de propagande un peu partout au Québec. Avant que le problème ne prenne des proportions encore plus alarmantes, il faut se regrouper et manifester fermement notre opposition. Nous devons également poser des gestes de solidarité avec les individus et les groupes qui sont la cible de ces attaques. Les militant-e-s de la NEFAC sont au cœur de ce travail de mobilisation. N'hésitez pas à nous contacter pour que nous puissions lutter ensemble contre le cancer raciste.

(1) nazis au crâne rasé

North of 9/11

Censure politique à l'Université Concordia

L'Université Concordia a encore une fois refusé de laisser entendre une voix dissidente. David Bernans, auteur du roman North of 9/11, s'est fait interdire l'utilisation d'une salle à l'université pour le lancement de son livre le 11 septembre dernier. L'intrigue de North of 9/11 tourne autour d'événements réels et fictifs liés aux attentats du 11 septembre 2001. Alors que l'hystérie anti-arabe et la panique sécuritaire sont à leur plus fort, Sarah, Hassan, Hakim et Sayed, des étudiant-e-s de Concordia, préparent une action directe non-violente qui cible un manufacturier d'armes basé à Montréal.



Bernans a pu finalement tenir le lancement de son livre à la librairie coopérative de Concordia, qui est un lieu public autonome de l'administration universitaire. Son message était cinglant : « ma job, c'est de rendre les choses claires et précises (par rapport au refus de l'administration) et de faire en sorte que je ne sois pas le seul à faire du bruit ». En 2002, suite à la manifestation opposant la visite de l'ancien premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, tout événement politique en lien avec le Moyen-Orient avait été interdit sur le campus.

sources : http://www.cumuluspress.com/northof911.html
The Concordian, September 13th, 2006



c'est quoi donc ?

Le Réseau Anarchiste en Milieu Étudiant (RAME) a pris forme cet été. Il est constitué d'individus provenant de différents établissements scolaires (cégeps de Maisonneuve, Sherbrooke, Gérald-Godin, St-Laurent, Vieux Montréal, École des métiers de la construction de Montréal, ainsi que l'UQAM, McGill et l'Université de Montréal) s'identifiant à la tradition communiste dans l'anarchisme.

Son but est de mettre en commun les forces d'anarchistes se trouvant dans le milieu étudiant par le biais d'un réseau régulier, formel et visible. À moyen terme, le RAME vise à être constitué de groupes locaux, et ainsi devenir un réseau de groupes. Bien que nous considérons comme primordiale notre participation dans les syndicats étudiants en tant qu'organisations porteuses d'un mouvement de masse (comme ce fut le cas lors de la dernière grève générale étudiante), nous ressentons également le besoin de diffuser nos idées, nos analyses et de contribuer à la mise en place de pratiques libertaires.

Cet automne, le RAME distribuera dans les écoles son premier bulletin d'information, organisera des ateliers et autres activités d'éducation populaire, et mobilisera pour la manifestation contre la guerre et l'occupation du Canada en Afghanistan qui aura lieu le 28 octobre prochain.

Un party bénéfice aura également lieu le vendredi 20 octobre au café l'Exode, 255 rue Ontario est à Montréal, à partir de 18 heures.

Si vous êtes intéresséEs à en savoir davantage ou à vous impliquer, contactez nous à rame@resist.ca, et visitez notre site http://rame.uni.cc.

Sur les lignes...
Chronique syndicale

Collaboration de classe

On vient d'apprendre que la Fraternité interprovinciale des ouvriers en électricité (affiliée à la FTQ-construction) a participé à la création de l'association « À bon port », un groupe de pression « citoyen » qui entend militer en faveur du projet de port méthanier Rabaska sur la rive-sud de Québec. D'après ses promoteurs (les multinationales Enbridge, Gaz de France et Gaz Métro), Rabaska pourra recevoir des navires chargés de gaz naturel, décharger leur cargaison, entreposer temporairement le gaz dans des réservoirs avant de le vaporiser, c'est-à-dire de le ramener à son état gazeux original. Celui-ci sera ensuite expédié en continu vers le réseau de transport interprovincial, puis vers les réseaux de distribution québécois et ontarien. Ce projet gigantesque, dont la valeur est estimée à plus de 800 millions de $, a suscité dès le départ la colère de la population des secteurs touchés. Plusieurs craignent les impacts négatifs de Rabaska sur l'environnement et le danger associé au transport et au stockage de gaz naturel. RegroupéEs au sein de la Coalition Rabat-Joie (1), les opposantEs ont organisé plusieurs manifestations au cours des derniers mois, mais la lutte s'avère difficile et coûteuse. Au lieu de soutenir les résidants et résidantes opposéEs au projet, le syndicat de la FTQ a choisi de verser 5000$ au groupe « À bon port », auquel participe également pas mal d'entrepreneurs en construction qui voient d'un bon œil l'ouverture d'un chantier de cette ampleur dans la région.

Cette caution apportée par la FTQ (au nom de la création d'emplois) est dénoncée par plusieurs militants syndicaux habitant la rive-sud de Québec. Dans une lettre ouverte aux journaux, l'un d'eux posaient les questions suivantes : « Ce n'est pas tout de créer des emplois pour que les gens aient accès au travail, encore faut-il continuer de se questionner sur ceux à qui ce travail sert vraiment. Aux grands pollueurs ? Aux transnationales qui abusent de leur pouvoir ou de leurs droits dans le monde ? Aux propriétaires qui encaissent subventions et baissent d'impôts sans que nous ayons quelques garanties sur le respect de leurs responsabilités sociales ou corporatives ? À ceux qui se moquent d'une éthique fondamentale, et sans calcul opportuniste, qui est essentielle à la vie en société ? Les propositions de Rabaska seront finalement l'occasion d'un débat de société sur ce que nous voulons faire de notre force de travail, sur la meilleure manière de finir par mieux maîtriser notre destin comme peuple travailleur. Que voulons-nous léguer à nos enfants ? Un monde où les grandes entreprises peuvent investir n'importe où, n'importe quand, pour faire ce qu'elles veulent de notre travail, à n'importe quel prix ? » (2)

(1) www.rabat-joie.org
(2) Lettre envoyée au *Journal de Québec* par Guy Roy, délégué syndical de base de la FTQ

Montréal : grève chez Ben's

Le 20 juillet dernier, les 22 employéEs du restaurant Chez Ben's, écoeuréEs de leurs conditions de travail pourries et du manque de respect de la part de leur employeur, décident d'entrer en grève à l'unanimité.

Les travailleuses et travailleurs du restaurant réclament une meilleure qualité de vie au travail. Tout d'abord, ils-elles sont outréEs que le restaurant ne soit ni climatisé par grande chaleur, ni chauffé par grands froids, ce qui peut causer des problèmes de santé comme des coups de chaleurs, grippe et autres. D'autre part, les syndiquéEs exigent qu'il y ait suffisamment de personnel au travail, car, pour certains quarts de travail, aucun cuisinier n'est prévu à l'horaire lors de la périodes de pointe, et ce sont donc les serveurs et les serveuses qui doivent préparer les plats. Les employéEs désirent également que leurs horaires soient plus stables et qu'ils soient établis en fonction de l'ancienneté. Ils et elles veulent aussi améliorer certains aspects de la convention collective pour accélérer le règlement des litiges et inclure une compensation financière en cas de fermeture de l'établissement. Enfin, les syndiquéEs souhaitent obtenir une semaine de vacances supplémentaire après 25 ans de service et améliorer leurs salaires.

Le moral chez les syndiquéEs est élevé, car, pour la plupart d'entre eux-elles, le fond de grève leur donne à peu près l'équivalent de leur salaire habituel. De plus, puisque la grève paralyse le restaurant, le patron perd de l'argent chaque jour. Les syndiquéEs ont donc pour l'instant le gros bout du bâton.

Le conflit de Chez Ben's démontre bien la précarité que vivent les travailleurs-euses de la restauration. Une fois de plus, on constate que le profit passe avant le bien-être des employéEs, ce qui est également le cas dans la plupart des restaurants. C'est pourquoi les travailleurs et les travailleuses doivent s'organiser sur des bases syndicales afin de changer en profondeur leurs conditions de travail.



Le 27 septembre, une soixantaine de permanentEs et d'éluEs de la CSN se joignaient aux grévistes de chez Ben's (Photo www.ccmm-csn.qc.ca)

Le Réseau de solidarité des travailleuses et des travailleurs soutient la lutte des syndiquéEs qui est présentement en cours Chez Ben's. Le RSTT participera aux actions organisées par les syndiquéEs et ira piqueter afin de démontrer son appui. La lutte continue.

Source: *Combat*, journal du RSTT

Grève chez Nexans Québec

Depuis maintenant près de trois mois, les employéEs de Nexans à Québec, syndiquéEs au local 6687 des Métallos, mènent une lutte ouverte face à leur patron. Depuis trois ans, un nouveau boss s'est implanté au niveau local, une sorte de directeur de succursale. Pour les travailleuSEs, il n'est rien de moins qu'un fasciste. Ce dernier veut non seulement couper les pauses d'après-midi (ils/elles font des chiffres de douze heures), mais également revoir à la baisse les retraites.

Le refus systématique de négocier de la part du patron local force les travailleuSEs à se déplacer jusqu'à Toronto, là où l'on retrouve la direction de cette entreprise de soudure. Finalement, notons que ce petit chef local a passé la majeure partie de son temps à tenter d'imposer des injonctions face aux grévistes et à faire entrer des scabs au lieu de négocier. Doit-on croire que c'est l'État qui donne des leçons au privé, ou l'inverse?

Visitez leur blogue et montrez votre solidarité : http://grevenexans.blog.ca/

Lock-out dans Lotbinière



Les travailleuses et travailleurs de Produits moulurés Précision, dans la région de Lotbinière (dans Chaudière-Appalache, sur la rive sud de Québec), ont enclenché la semaine dernière des moyens de pression pour faire avancer la négociation pour le renouvellement de leur convention collective.

L'employeur, en réponse, a déclenché un lock-out le 25 septembre, usant ainsi d'un coup de force démesuré alors que la négociation était à peine débutée.

Réunis en assemblée générale spéciale, en après-midi le même jour, ces travailleuses et travailleurs ont voté à scrutin secret, une grève générale illimitée et ce dans une proportion de 95%.

Le principal enjeu de la négociation est le respect de l'ancienneté dans la dotation des postes.

Un conciliateur a été nommé au dossier, les parties se rencontreront le 4 octobre prochain.

SOLIDARITÉ avec ces travailleuses et travailleurs qui se battent pour se faire respecter.

Source: www.ccqca-csn.qc.ca

Au moment d'écrire ces lignes, le 29 septembre, il y avait au moins 648 prolos en grève ou en lock-out au Québec